La lettre du SCA



Visite du Général d'armées Pierre de Villiers, Chef d'état-major des armées, au GSBdD de Brest et au CAMID le 8 décembre 2015. uand le Chef d'état-major des armées se rend sur le terrain, c'est toujours pour se faire présenter l'outil de défense, son degré de préparation, de disponibilité ou d'engagement. C'est surtout pour rencontrer les femmes et les hommes qui le mettent en œuvre.

C'est dans cet état d'esprit que le Général d'armées Pierre de Villiers, Chef d'état-major des armées, a rendu visite au GSBdD de Brest et au CAMID le 8 décembre dernier. Une occasion pour le SCA de mettre en avant ses missions et son savoir-faire dans un contexte contraint.

Une réalité:

le CAMID accompagne la mobilité de tous les militaires



réé le 1er janvier 2010, ce centre unique à compétence générale pour tout le ministère de la Défense, emploie un peu moins de 300 agents qui traitent annuellement 900 000 dossiers de changements de résidence et de déplacements temporaires et versent 200 M€ d'indemnités. Quand il dépose un dossier de demande de remboursement de frais de missions, de stage ou de déménagement, le militaire sait que ce dossier sera traité par le CAMID. Il est loin cepen-

dant de mesurer les engagements que cet organisme est tenu respecter. Il doit indemniser vite sans sacrifier la conformité aux règlements, malgré un SI* métier vieillissant et des dispositions complexes. voire partiellement obsolètes. Cela se traduit concrètement par des engagements de service, déclinés en délais de traitement, définis et mesurés afin de garantir et contrôler la qualité de service

due aux soutenus. Citons, par exemple, 31 jours pour traiter la liquidation d'un changement de résidence pour un engagement de service fixé à 40 jours.

Cela implique également une attention vigilante à l'emploi rigoureux des crédits dédiés à l'indemnisation des militaires. C'est dans cet esprit que le SCA a engagé une manœuvre énergique de maîtrise de la dépense lorsqu'il a été constaté que les remboursements versés pour la prise en charge des changements de résidence vers l'outre-mer et l'étranger accusaient un écart incompréhensible avec les mêmes prestations facturées dans le civil. À prestation équivalente, les militaires étaient en moyenne facturés jusqu'à six fois le prix demandé aux particuliers du civil! Au prix d'une charge de travail supplémentaire significative, menée par tous les niveaux de la filière, le défi a été relevé. Ce sont donc 21 M€ qui ont été économisés en 2014 et environ 10 M€ en 2015!

Et c'est justement pour féliciter l'ensemble des personnels du CAMID que le CEMA a tenu à venir leur rendre visite. Militaires d'active et de réserve, personnel civil du bassin Brestois, agents provenant de formations restructurées et contractuels récemment intégrés dans la fonction publique ont assuré le



traitement délicat de plus de 6 700 dossiers en 2014 et de près de 5 000 dossiers en 2015. Ce fut l'occasion de leur confirmer que la simplification réglementaire était en cours et que le décret sur les changements de résidence outre-mer et ses textes d'application tant attendus verraient le jour.

Avant de s'adresser directement au personnel rassemblé, le CEMA a rencontré et échangé avec des agents dans une des cellules de traitement en charge des dossiers de changement de résidence. Il a ainsi pu apprécier la qualité de l'engagement de chacun.



Citations extraites de l'adresse du CEMA



6 ... Vous formez un collectif solide et professionnel

...Votre travail quotidien a du sens, car il répond à un besoin opérationnel. Votre engagement personnel, celui de chacune et de chacun d'entre vous, permet d'humanisez l'administratif

...Je sais que vous saurez surmonter les inévitables obstacles et que vous continuerez à vous engager au service de la communauté militaire et plus largement au service de la défense.



Le GS s'engage Un premier constat, le GS s'engage au service des soutenus

e sont presque 1 600 agents du GS de Brest qui assurent le soutien de 285 formations pour le moins variées, de la frégate de 1er rang au sémaphore en passant par les écoles, les forces spéciales ou les sous-marins. Ce soutien se matérialise concrètement dans des domaines divers puisqu'il se décline dans toutes les filières: restauration, transport, habillement, droits financiers individuels.

Voilà le cœur du message présenté au CEMA : la qualité du soutien conjugue engagement, adaptation et flexibilité du personnel du GS avec pilotage, communication et dialogue.

Il ne s'agissait donc pas de revenir sur les contraintes induites par les déflations d'effectifs, les postes vacants, sur l'état des infrastructures et les moyens matériels vieillissants, mais bien de mettre en avant l'engagement du GS aux côtés des marins. Un engagement au quotidien qui se décline sur une palette très large : missions classiques de soutien des forces, contributions à la mission Sentinelle, aux UE Proterre ou filtrage des sites militaires.



Et pour appréhender ce quotidien, la première étape du parcours du CEMA au sein du GS n'avait pas été choisie au hasard puisqu'il s'est rendu au salon d'habillement! Avec les difficultés rencontrées sur certains articles et les remontées exprimées lors du dernier CFM* Marine cette visite du CEMA allait être l'occasion, non pas de s'attarder sur les difficultés identifiées, mais plutôt de mettre en avant les mesures d'urgence déjà prises. Avec



pour première préoccupation d'améliorer la qualité de service due aux soutenus, le GS de Brest s'est engagé à transformer le salon d'habillement en authentique « magasin de ventes » identique à ceux du secteur civil avec libre-service, caisses en sortie et points spécialisés pour le retrait des colis par exemple. D'autres améliorations sont prévues avec le développement de la livraison de colis directement au marin et le long du bord.

Cela supposera bien entendu des travaux d'infrastructure et aussi l'adaptation des SI, en particulier de faire, à très court terme, de COMH@BI une application de distribution par correspondance. Il ne faut pas oublier les actions engagées pour améliorer la communication vers les soutenus. Fiche d'amélioration de la qualité, bilatérale avec les formations ou guide des prestations sont autant d'outils largement mis en œuvre par le GS à destination des administrés.

Le témoignage d'une quartier-maitre, croisée par hasard alors qu'elle venait retirer des tenues blanches, ne pouvait pas mieux tomber. Tous les

effets prévus lui ont été délivrés en une seule visite! La preuve par l'exemple a ainsi pu être donnée au CEMA de l'engagement du GS sur la fonction habillement.

Le CEMA s'est ensuite rendu au bureau transport.
La fonction Transport à Brest et Lorient illustre bien les enjeux d'un GS de type 3. D'une part, des volumes importants avec 1100 véhicules, 80 conducteurs et 42 000 roulages par an ou 100 navettes régulières chaque jour et, d'autre part, un taux de refus des

demandes de transport limité à 4,62%. Face à des demandes de roulage supérieures, par soutenu, à la moyenne nationale pour les liaisons de faibles distances, le GS de Brest-Lorient a développé des solutions permettant d'optimiser l'utilisation du parc. Un système de radio-taxi au sein de l'arsenal a été mis en place et le nombre de véhicules en pool a progressivement augmenté au détriment des véhicules affectés. Enfin, cette présentation a été l'occasion de souligner les bénéfices retirés de la mise en œuvre du logiciel ARTEMIS. Toutes les demandes de transport en provenance de l'application SILLAGE sont désormais automatiquement traitées sous ARTE-MIS permettant ainsi l'optimisation des ressources humaines et matérielles du GSBdD et le pilotage local de la fonction transport.

Autre point fort pour Brest, à l'heure de la COP et des engagements pour la protection de l'environnement, 100 VL électriques seront livrés en 2016 au GS de Brest-Lorient.

Le GS de Brest s'engage au service des marins

ne visite du CEMA ne pouvait pas ignorer les quelques spécificités d'un GS tourné vers la mer. A ce titre, la section vivres opérationnels lui a été présentée en faisant un focus sur les stocks de denrées attentivement entretenus afin de toujours répondre aux exigences de réactivité opérationnelle des unités navigantes de la marine nationale qui peuvent appareiller avec un très faible préavis.

